93.029

# Direkte Bundessteuer (DBG). Bundesgesetz. Änderung Impôt fédéral direct (LIFD). Modification de la loi

Differenzen - Divergences

Siehe Seite 1319 hiervor – Voir page 1319 ci-devant Beschluss des Ständerates vom 26. September 1994 Décision du Conseil des Etats du 26 septembre 1994

## Art. 20 Abs. 1 Bst. a

Antrag der Einigungskonferenz

Zinsen aus Guthaben, einschliesslich ausbezahlter Erträge aus rückkaufsfähigen Kapitalversicherungen mit Einmalprämie im Erlebensfall oder bei Rückkauf, ausser wenn diese Kapitalversicherungen der Vorsorge dienen. Als der Vorsorge dienend gilt die Auszahlung der Versicherungsleistung ab dem vollendeten 60. Altersjahr des Versicherten aufgrund eines mindestens fünfjährigen Vertragsverhältnisses. In diesem Fall ist die Leistung steuerfrei;

#### Art. 20 Abs. 1 Bst. a

Proposition de la Conférence de conciliation

Les intérêts d'avoirs, y compris les rendements versés, en cas de vie à l'échéance ou de rachat d'assurances de capitaux susceptibles de rachat et acquittées au moyen d'une prime unique, sauf si ces assurances de capitaux servent à la prévoyance. Est réputé servir à la prévoyance le paiement de la prestation d'assurance à compter du moment où l'assuré a accompli sa 60e année et en fonction d'un rapport contractuel qui a duré au moins cinq ans. Dans ce cas, la prestation est exonérée;

## Art. 205a

Antrag der Einigungskonferenz

Titel

Altrechtliche Kapitalversicherungen mit Einmalprämie Wortlaut

Bei Kapitalversicherungen gemäss Artikel 20 Absatz 1 Buchstabe a, die vor Ende 1993 abgeschlossen wurden, bleiben die Erträge steuerfrei, sofern bei Auszahlung das Vertragsverhältnis mindestens fünf Jahre gedauert oder der Versicherte das 60. Altersjahr vollendet hat.

## Art. 205a

Proposition de la Conférence de conciliation Titre

Assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique conclues avant la fin de 1993

Texte

Les rendements des assurances de capitaux selon l'article 20 alinéa 1 er lettre a qui ont été conclues avant la fin de 1993 demeurent exonérés dans la mesure où, au moment où l'assuré touche la prestation, le rapport contractuel a duré au moins cinq ans ou que l'assuré a accompli sa 60e année.

David Eugen (C, SG), Berichterstatter: Die Einigungskonferenz hat sich in der leidigen Geschichte – Behandlung der Einmalprämien bei der direkten Bundessteuer – geeinigt und unterbreitet Ihnen einen Antrag zu Artikel 20 Absatz 1 Litera a. Nach dieser Regelung sind Kapitalerträge, die sich aus einer Einmalprämienversicherung ergeben, dann steuerfrei, wenn der betreffende Steuerpflichtige die Versicherungsleistung im 60. Altersjahr oder später bezieht und der Vertrag mindestens fünf Jahre gedauert hat.

Mit dieser Lösung bewegen wir uns, meines Erachtens, etwa auf der Linie des Nationalrates, der immer betont und dreimal daran festgehalten hat, dass diese Steuerbefreiung eindeutig vorsorgeorientiert bleiben müsse. Mit der Bedingung, dass der Bezug erst erfolgen kann, wenn der Steuerpflichtige 60 Jahre alt ist, ist dieser Vorsorgezweck gedeckt. Wir bewegen uns damit auch im Rahmen des verfassungsrechtlichen Vorsorgerechtes.

Was geändert hat, ist die Vertragsdauer. In der Einigungskonferenz wurde folgender Kompromiss gefunden: Es werden nicht mehr zehn Jahre Vertragsdauer verlangt, sondern nur noch fünf Jahre. Im Vergleich zur anderen Bedingung – Verknüpfung mit dem Alter 60 – ist diese Änderung weniger gravierend, weniger eingreifend und nach Überzeugung der Mehrheit der Mitglieder der Einigungskonferenz akzeptabel. In der massgebenden Abstimmung in der Einigungskonferenz hat dieser Antrag mit 13 zu 9 Stimmen obsiegt. Ich empfehle Ihnen, dem Antrag der Einigungskonferenz in dieser Form zuzustimmen.

Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: La Conférence de conciliation – institution rare, mais qui a été appelée pour traiter de cet objet relativement secondaire – a décidé de vous proposer une solution consistant à donner un privilège fiscal aux assurances-vie à prime unique, dont l'assuré a 60 ans ou plus, et qui ont duré au moins cinq ans.

Je rappelle que l'interprétation du Conseil fédéral, en fonction du texte de loi que nous avions voté et qui n'est pas encore entré en vigueur, c'était 60 ans et une durée de 10 ans. La minorité de la commission du Conseil national et le Conseil des Etats voulaient 60 ans ou une durée de 10 ans.

La proposition de la Conférence de conciliation c'est, comme je viens de le dire, 60 ans et cinq ans. Cela nous paraît aussi conforme à l'article constitutionnel qui veut favoriser l'épargne en vue de la vieillesse, de la retraite. Ceci est garanti par le fait qu'il faut avoir 60 ans. Mais on ne veut pas donner un privilège fiscal trop facile à une forme d'épargne par rapport à une autre, raison pour laquelle il faut que le contrat ait duré cinq ans.

La décision de la Conférence de conciliation a été acquise par 13 voix contre 9. Elle est relativement proche de la décision du Conseil national et, à mon sens, un petit peu plus éloignée de la décision du Conseil des Etats. Mais, Mesdames, Messieurs les Représentants de la minorité de la commission, vous n'avez plus le choix qu'entre le statu quo et le ralliement à la proposition de la Conférence de conciliation. Faites vos jeux!

Angenommen - Adopté

An den Ständerat - Au Conseil des Etats

94.032

Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland. Bundesgesetz. Änderung Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Loi fédérale. Modification

Differenzen - Divergences

Siehe Seite 1512 hiervor – Voir page 1512 ci-devant Beschluss des Ständerates vom 29. September 1994 Décision du Conseil des Etats du 29 septembre 1994

Art. 5 Abs. 1 Bst. a

Antrag der Kommission

Mehrheit Festhalten

Minderheit

(Engler, Allenspach, de Dardel, Herczog, Ostermann) Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

## Art. 5 al. 1 let. a

Proposition de la commission Majorité Maintenir Minorité (Engler, Allenspach, de Dardel, Herczog, Ostermann) Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Herczog Andreas (S, ZH), Berichterstatter: Wir haben heute nachmittag diese Differenzen in der Kommission relativ lange beraten. Die Ausgangslage im Ständerat war klar, wenigstens was die Kommission betraf. Die Kommission hatte der Privilegierung von Auslandschweizerinnen und Auslandschweizern einstimmig nicht zugestimmt. Im Ständeratsplenum fiel der Beschluss nicht einstimmig.

Nun ist es so, dass die Mehrheit der Kommission mit einem Stimmenverhältnis von 10 zu 8 an unserem Beschluss festhalten will, und zwar aus folgender Überlegung:

1. Die Mehrheit der Kommission moniert, diese Gesetzesrevision sei eine Übergangsregelung. Die nächste Phase käme später, und in einer derartigen Übergangsregelung sei es nicht nötig, dass man in absolut gesetzespuristischer Manier alles mache, um nicht einen bestimmten Bevölkerungsteil (Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, die in der Schweiz Terrain, eine Liegenschaft oder eine Ferienwohnung kaufen wollen) zu bevorzugen. Im Bewusstsein, dass das eine Spezialregelung ist, hat die Mehrheit für Festhalten gestimmt. Immerhin muss ich zugunsten der Minderheit sagen, dass es nicht so ist, dass die Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer keine Bewilligung erhalten würden. Sie erhalten unter den gleichen Bedingungen wie übrige Ausländer die Bewilligung für den Ferienwohnungs- oder Immobilienkauf. In diesem Sinne bitte ich Sie, am nationalrätlichen Beschluss festzuhalten.

Comby Bernard (R, VS), rapporteur: A l'article 5 alinéa 1 er lettre a, la minorité de la commission propose de vous rallier au projet du Conseil fédéral et à la décision du Conseil des Etats. En effet, le Conseil fédéral avait proposé de renverser le principe et de prévoir dorénavant le rattachement au domicile et non plus à la nationalité, ceci dans le but de respecter les traités d'établissement qui ont été conclus avec la plupart des pays d'Europe occidentale, ces mêmes traités qui interdisent toute discrimination fondée sur la nationalité. Donc, la minorité de la commission propose de se rallier à la version du Conseil des Etats.

La majorité de la commission, par 10 voix contre 8, vous propose plutôt de maintenir la version issue de nos débats au Conseil national, pour les quatre raisons suivantes:

Premièrement, dans le cadre du paquet Eurolex, la lex Friedrich avait fait l'objet d'une modification. Il avait été prévu son abrogation, mais au terme d'une période transitoire de cinq ans et, durant cette période transitoire, différentes dérogations étaient maintenues dans le cadre de la lex Friedrich. En l'occurrence, la majorité de la commission propose de faire une petite entorse au droit public international en faveur des Suisses de l'étranger, puisque ces derniers ont bénéficié jusqu'à aujourd'hui de la possibilité d'acheter des logements de vacances dans notre pays, sans être soumis au régime imposé aux étrangers.

Deuxièmement, tant que nous maintenons un système ou une loi discriminatoire, voire xénophobe, il n'y a pas de raison de ne pas continuer à offrir aux Suisses de l'étranger la possibilité d'acheter un logement de vacances dans leur pays d'origine. Troisièmement, il ne faut pas offrir un argument supplémentaire — cela a déjà été dit lors des discussions en plénum au Conseil national — à ceux qui auraient des velléités de lancer un référendum contre cette révision de la lex Friedrich.

Quatrièmement, il ne faut pas faire subir aux jeunes Suisses à l'étranger une espèce de phénomène de rejet, même si la portée pratique de cette disposition est limitée, certes, mais l'aspect psychologique revêt une importance significative. Un jeune Suisse de l'étranger, par exemple – je connais personnellement des cas –, qui a fait son service militaire en Suisse, qui a également fait des études à l'Ecole polytechnique fédé-

rale de Lausanne, mais qui n'a pas séjourné dans notre pays pendant cinq ans, serait traité comme un étranger pour l'achat d'un logement de vacances. La majorité de la commission estime que les Suisses de l'étranger sont finalement nos meilleurs ambassadeurs et qu'il n'y a pas de raison de supprimer l'avantage qui leur est offert. Il faudra le faire au moment où on abrogera cette loi. Voilà la position de la majorité de la commission.

Je vous invite donc à suivre la proposition de la majorité de la commission.

Engler Rolf (C, Al), Sprecher der Minderheit: Der Ständerat hat mit 27 zu 4 Stimmen eine andere Version gewählt als der Nationalrat, d. h. er hat dem Entwurf des Bundesrates zugestimmt. Die Kommission des Ständerates entschied sogar einstimmig. Wer nun glaubt, der Ständerat würde bei einer erneuten Differenz einlenken, wird wohl falsch spekulieren. Eine Einigungskonferenz würde zudem dazu führen, dass das Geschäft mit Sicherheit nicht mehr in dieser Session verabschiedet werden könnte.

Die Version des Ständerates und des Bundesrates ist juristisch korrekt, eine saubere Lösung. Demgegenüber verletzt die Version des Nationalrates verschiedene Niederlassungsverträge mit dem Ausland. Letzte Woche hat Herr Blocher bei der Teilrevision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes einen Antrag zurückgezogen, weil er gegen Völkerrecht verstiess. Bei der Änderung des Bundesgesetzes über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland meint die Kommissionsmehrheit, man müsse derartige Lösungen aufrechterhalten.

Die Rechtsverletzung, welche Ausländer diskriminiert, bringt auf der anderen Seite Auslandschweizern kaum einen Vorteil, im Gegenteil: Als wir Probleme im Engadin hatten, mussten die Auslandschweizer ihrerseits in Italien mit Problemen leben, weil Handänderungen im Grundbuch nicht mehr eingetragen wurden. Diese Risiken von Retorsionsmassnahmen sind bei der Lösung der Mehrheit grösser als die Chancen für Auslandschweizer.

Eines müssen Sie hier doch zur Kenntnis nehmen: Es ist jederzeit möglich, dass einem Auslandschweizer der zweiten, dritten, vierten und fünften Generation eine Bewilligung für eine Ferienwohnung erteilt werden kann. Geschieht dies nicht, hat er, im Gegensatz zum Ausländer, die Möglichkeit, sich in der Schweiz niederzulassen und dann, ohne Bewilligung, zur Ferienwohnung zu kommen. Zudem ist der Erwerb durch Erbschaft oder Schenkung problemlos möglich, auch da sind Auslandschweizer von Gesetzes wegen privilegiert.

Ich möchte noch darauf hinweisen, dass es mir eigenartig vorkommt, wenn sich jene, die glauben, dass der zweite Schritt, die Abschaffung, in ein bis zwei Jahren komme, eine Allianz mit jenen bilden, denen die heutige Gesetzesänderung schon zu weit geht. Ich bin überzeugt, dass man hier eine korrekte, nichtdiskriminierende Gesetzgebung machen und sich nicht auf später vertrösten sollte. Wenn man glaubt, diesen Fauxpas in zwei Jahren einfach wieder abschaffen zu können, macht man keine gute und richtige Gesetzgebung.

Abschliessend bitte ich Sie, gerade im Interesse der Auslandschweizer, die Risiken, die mit Retorsionsmassnahmen verbunden sein könnten, zu beachten; auch zu beachten, dass diese Bestimmung im praktischen Leben kaum je Bedeutung haben wird und auch dann für Auslandschweizer Möglichkeiten zum Erwerb von Grundstücken gegeben sind.

Ich bitte Sie, in diesem Sinne dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

**Vetterli** Werner (V, ZH): Die SVP plädiert für Festhalten. Sie möchte am Beschluss, den wir mit 83 zu 51 Stimmen gefasst haben, festhalten.

Mit der revidierten Lex Friedrich wechseln wir vom Nationalitäts- zum Wohnortsprinzip. Damit bauen wir die Diskriminierungen gegenüber Ausländern grossenteils ab. Dank zwölf Erleichterungen haben die Ausländer sehr viele Möglichkeiten, in der Schweiz Grund und Boden zu erwerben. Es bleibt nur noch der harte Kern mit drei Einschränkungen. Mit dem Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a (Lösung des Nationalrats) be-

Ν

nachteiligen wir die Ausländer nicht zusätzlich, hingegen bieten wir den Auslandschweizern der zweiten und dritten Generation einen kleinen Vorteil. Das ist für jene Auslandschweizer, die wir alle so gern haben und die wir immer an den 1.-August-Reden lobend erwähnen, die wir als die Fünfte Schweiz bezeichnen usw., eine kleine Geste, eine Sympathiebezeugung, ein Zückerli oder – wenn Sie lieber wollen – ein Stück Schweizer Schokolade. Jetzt will man uns mit völkerrechtlichen Spitzfindigkeiten kommen. Man droht uns mit Retorsionsmassnahmen. Man malt uns den Teufel an die Wand. Dabei benachteiligen wir mit unserer Lösung die Ausländer nicht. Wir geben lediglich den Auslandschweizern einen kleinen Vorteil.

Die revidierte Lex Friedrich ist eine Übergangslösung. Was als zweiter, endgültiger Schritt folgt, wissen wir nur aufgrund der Voraussagen des Bundesrates.

Wenn wir dem Ständerat zustimmen und die Auslandschweizer der zweiten und dritten Generation benachteiligen, die Auslandschweizer diskriminieren, wäre das unschweizerisch und brächte eventuell eine Basis für ein Referendum. Wenn wir die Auslandschweizer mit diesem Artikel diskriminieren, könnte das schon die Hälfte der nötigen 50 000 Unterschriften sein!

Seien wir nicht päpstlicher als der Papst! Nehmen wir es ernst mit der Sympathie zu den Auslandschweizern, und halten wir an unserem Beschluss fest!

**Heberlein** Trix (R, ZH): Auch die Mehrheit der FDP-Fraktion beantragt Festhalten am Beschluss des Nationalrates. Dies im wesentlichen aus drei Gründen:

1. Es handelt sich um eine Übergangsregelung bis zur Abschaffung der Lex Friedrich – wir haben das immer wieder gesagt. Erst die Abschaffung der Lex Friedrich wird alle Ungerechtigkeiten respektive alle Diskriminierungen beseitigen. Auch im Eurolex-Programm hatten wir verschiedene Übergangsregelungen. Auch dort wurde uns zugebilligt, dass wir bis zu einer definitiven Lösung mit sogenannten Brüchen leben können. Bei diesem Bruch handelt es sich immerhin um ein Recht, das den Auslandschweizern während dreissig Jahren zugestanden wurde. Wir sagen ja zum Wohnsitzprinzip, mit der einen Ausnahme: Auslandschweizer, die das Stimmrecht haben, die zum Teil Militärdienst leisten, sollen auch in der zweiten und dritten Generation ohne Bewilligung ein Grundstück in der Schweiz erwerben können.

2. Wir haben viel gravierendere Probleme in den Vertragsverhandlungen, wir haben viel gravierendere Ungleichbehandlungen. Ich denke, diese Tatsache jetzt hochzuspielen, ist völlig überproportional.

3. Wir verbessern mit dieser Gesetzesanpassung generell die Situation der Ausländer in allen Bereichen. Wir haben dies beschlossen, und es ist wichtig, dass diese Gesetzesänderung nun realisiert werden kann. Wir können daher nicht von einer Diskriminierung sprechen.

Ducret Dominique (C, GE): Tout à l'heure, vous avez entendu M. Engler soutenir la proposition de minorité. Pour ma part, je suis d'un avis divergent. Tous les Suisses sont égaux devant la loi selon l'article 4 de la constitution. Mais si l'on en croit le Conseil fédéral et le Conseil des Etats, certains le sont plus que d'autres, puisque les titulaires du passeport suisse qui n'ont pas été domiciliés au moins pendant cinq ans dans notre pays ne sont pas admis à acquérir ou à financer sans conditions un bien immobilier dans notre pays. N'est-il pas choquant qu'un citoyen suisse, qui est autorisé à exercer ses droits politiques, et qui serait par exemple appelé à s'exprimer dans le cadre d'un référendum contre cette loi, ne puisse pas acquérir sans autorisation une résidence secondaire dans son pays d'origine parce qu'il n'y aurait pas séjourné cinq ans au moins? Certes, je n'ignore pas toutes les bonnes raisons de droit international qui sont développées par le Conseil fédéral à l'appui de son projet, mais ne vivons-nous pas avec cette discrimination depuis tantôt 30 ans sans que nous en ayons éprouvé trop d'inconvénients?

Par ailleurs, ne nous dit-on pas que toutes les discriminations contenues dans cette loi vont être éliminées dans le cadre du second paquet de mesures d'assouplissement? Les Suisses de l'étranger dont on fait grand cas, comme le disait M. Vetterli il y a quelques instants, ne méritent pas ce genre de traitement. Et puis, le Tribunal fédéral n'a jamais résolu la contradiction entre le droit international public et le droit national.

Cela étant, je crois qu'il faut être réaliste et raisonnable. Comme l'ont dit certains tout à l'heure, notamment M. Engler, le Conseil des Etats a pris sa décision à une très large majorité. Dans le débat d'entrée en matière, j'avais souhaité, à la fin de mon intervention, que l'on élimine le plus possible de divergences, de façon à ce que cette nouvelle lex Koller puisse entrer en vigueur très rapidement. Vouloir à tout prix maintenir une divergence, alors que nous savons que le Conseil des Etats ne viendra pas à notre rencontre, n'est, à mon avis, pas très raisonnable.

C'est la raison pour laquelle je propose que ceux qui partagent mon avis sur le fond et qui entendent l'exprimer d'une certaine façon, mais qui ne tiennent pas non plus à rejoindre ceux qui soutiennent le projet du Conseil fédéral, s'abstiennent lors du vote auquel nous allons être appelés.

Poncet Charles (L, GE): Le groupe libéral, nous l'avons dit lors du débat d'entrée en matière, considère que la lex Friedrich est une mauvaise loi et qu'il faudrait l'abroger le plus rapidement possible. Le problème auquel nous nous trouvons confrontés ce soir démontre bien à quel point cette loi est mauvaise, puisque non seulement elle pose des problèmes d'application souvent incontournables, mais lorsque même il s'agit de la modifier dans un sens plus ou moins libéral, on se trouve confronté à des problèmes du type de celui qui nous occupe ce soir.

On nous dit que la clause, votée par la majorité de la commission du Conseil national et que le Conseil des Etats rejette, est contraire aux traités d'établissement qui lient notre pays à un certain nombre d'autres Etats. C'est exact, mais c'est une situation qui dure depuis 30 ans. Il n'est pas question de la faire durer éternellement. Dans la mesure, en revanche, où il s'agit ici d'une réglementation provisoire, destinée à rester en vigueur deux ou trois ans et seulement jusqu'à l'abrogation définitive de la lex Friedrich, on se trouve dans une situation tout à fait comparable à celle qui prévalait, par exemple, au moment d'Eurolex, où nous avons admis de modifier un certain nombre de textes légaux tout en conservant, déjà dans la négociation et ensuite dans les textes que nous avons votés, un certain nombre de délais d'adaptation.

C'est de cela qu'il s'agit: il faut maintenir une exception à la règle du domicile en faveur des Suisses de l'étranger, et cela seulement pendant un délai transitoire. Nous pouvons le faire, première considération, parce qu'il est admis d'une façon générale qu'un Etat prenne quelques libertés provisoires avec des engagements internationaux, pourvu, précisément, qu'il ne le fasse que pour une durée limitée et à titre provisoire.

Deuxième considération, nous pouvons le faire parce que les mesures de rétorsion dont on a parlé ici ne se sont pas vérifiées dans la réalité. Il y a eu un cas, celui de l'Engadine, mais les travaux de notre commission ont établi de manière claire que si nous maintenons notre solution pendant cette période provisoire, nous ne nous exposons pas à des mesures de rétorsion, étant souligné que ce dossier est loin d'être un des dossiers prioritaires dans la négociation avec l'Union européenne où, comme vous le savez, on a plutôt tendance à parler de problèmes de transports que de ceux de l'acquisition de résidences secondaires.

La troisième et dernière considération qui nous amène à voter en faveur du maintien de la divergence avec le Conseil des Etats est d'ordre pratique. Nous allons vers une situation absurde. Le Suisse de l'étranger peut voter, mais il n'aura pas le droit de s'acheter un appartement à Verbier s'il réside à Paris. Pour s'acheter une résidence de vacances dans un canton dont il est peut-être originaire, il faudra qu'il obtienne une autorisation! Nous nageons dans l'absurdité, de ce point de vue. Comment voulez-vous que nos compatriotes de l'étranger ressentent une solution de ce genre autrement que comme un camouflet et que comme un message de ce Parlement leur disant: «Ce qui vous arrive à vous ne nous intéresse pas, ce qui compte, c'est que nous puissions donner satisfaction

à la préoccupation juridique qui s'est exprimée lors de nos travaux législatifs!» «Summum jus, summa injuria», dit-on parfois, c'est en tout cas vrai dans ce cas-ci pour les Suisses de

Le groupe libéral vous invite donc à maintenir cette divergence, à le faire en faveur de nos compatriotes de l'étranger, mais à titre provisoire et pour une durée limitée.

Borradori Marco (D, TI): Il nostro gruppo sostiene la proposta della maggioranza commissionale. Non è tanto l'aspetto pratico a dare fastidio. Si tratta piuttosto di un problema morale. Gli Svizzeri all'estero devono essere equiparati, a livello della presente legge, ai loro connazionali che hanno la fortuna di vivere in patria. Dobbiamo eliminare queste distinzioni che sfociano di fatto nella creazione di due categorie di cittadini svizzeri: una di serie A e una di serie B.

L'abbiamo già detto l'altro giorno: molte migliaia di nostri connazionali vivono e lavorano fuori dai nostri confini, e non tutti per loro volontà. Molti di loro coltivano intimamente il desiderio di poter rientrare in patria e trascorrere qui gli ultimi anni della loro esistenza. Altri vogliono trascorrere le ferie in Svizzera. Altri ancora vogliono investire da noi i loro risparmi, nel settore immobiliare. E' più che legittimo il fatto che essi desiderino mantenere il contatto con la loro patria attraverso, ad esempio, l'acquisto di una casa di vacanza.

Tutti loro devono poter agire e soddisfare i loro desideri in piena libertà, al di fuori di limitazioni avvilenti. In particolare devono poter agire senza passare attraverso la via frustrante di un'autorizzazione da richiedere.

Si tratta qui di valutare il problema sotto un'angolazione politica e non soltanto giuridica. Si tratta di lanciare un segnale, forte, a favore dei nostri connazionali che vivono e lavorano all'estero, sparsi un po' in tutte le parti del mondo.

Abbiamo sentito parlare prima di questioni giuridiche, di ostacoli legati al diritto internazionale, di necessità di evitare una discriminazione tra Svizzeri all'estero e stranieri.

Permetteteci una cosa: sorridiamo un po' di fronte a questi argomenti, in particolare sorridiamo se pensiamo che tutta la Lex Friedrich è discriminatoria e anche – perché no – xenofoba.

Non dimentichiamo poi un aspetto importante: fino ad oggi il cittadino svizzero all'estero non veniva trattato alla stessa stregua di uno straniero. La presunta discriminazione che il Consiglio federale vuole eliminare dura da 30 anni. Perché cambiare proprio ora, di fronte ad un regime provvisorio?

Pregiudicare durante questo breve periodo, fintanto che la Lex Friedrich verrà soppressa, gli interessi dei nostri connazionali all'estero vorrebbe dire compiere un passo politicamente sbagliato, da evitare assolutamente. Per dare prova, non da ultimo, anche di saggezza politica, a cui va dato oggi più peso rispetto ad argomentazioni giuridiche che in effetti sembrano assai sterili.

Maspoli Flavio (D, TI): Voglio rifare un piccolo esempio in aggiunta a quanto già espresso in modo più che buono, anzi in modo ottimo, dal collega Borradori.

Facciamo l'esempio dello straniero che dopo anni di permanenza nel nostro Paese diventa Svizzero e mantiene però la sua nazionalità precedente, cioè il famoso straniero che diventa Svizzero e ha la doppia nazionalità. Costui ha tutti i diritti dello Svizzero in patria e tutti i diritti della seconda nazionalità che ha, mettiamo sia Italiano, ha tutti i diritti in Italia. Dungue, Svizzero in Svizzera, Italiano in Italia, compra in Svizzera, vende in Italia, ricompra, rivende, fa esattamente quello che vuole.

Noi, i nostri Svizzeri all'estero li chiamiamo la quinta Svizzera. Una volta all'anno celebriamo un congresso nostalgico in qualche paese della nostra Confederazione e poi ci dimentichiamo bellamente di loro, come se non esistessero. Tutti gli anni questi poveracci dicono la stessa cosa: di non sentirsi più né Svizzeri in Svizzera, né tanto meno di sentirsi – sempre seguendo il mio esempio - Italiani in Italia.

Ed ecco qui, queste sono le grandi elucubrazioni mentali del Consiglio degli Stati che forse farebbe meglio a riunirsi qualche ora di più ed a pensare un po' meglio le sue proposte.

Vorrei dirlo all'amico di San Gallo: non venite a romperci le scatole - scusate il termine forte - con le ritorsioni dall'estero! Non venite a ficcare pastinache costanti e continue di rotture di chi sa quali diritti internazionali. I nostri Svizzeri – all'estero che siano - devono avere gli stessi diritti quando ritornano in patria. Diamo loro almeno gli stessi diritti che gli altri Paesi danno a quegli Svizzeri che poi cambiano nazionalità, e diamo loro gli stessi diritti che diamo a quegli stranieri che facciamo Svizzeri.

Bundi Martin (S, GR): Der Leitfaden dieser Revision ist eigentlich der Übergang vom Nationalitätsprinzip zum Wohnsitzprinzip. Und dieses Prinzip müsste eben auch konsequent durchgezogen werden. Darum gibt es meines Erachtens in diesem Konzept kein Argument für eine Privilegierung der Auslandschweizer. Ich muss noch einmal daran erinnern, dass sich der Titel dieses Gesetzes ja auf «Personen im Ausland» bezieht und nicht einfach auf «Ausländer». Das muss doch endlich auch zur Kenntnis genommen werden.

Die vorgesehene Privilegierung kann uns ungeahnte Schwierigkeiten bringen. Es ist von seiten verschiedener Votanten auf die möglichen Retorsionsmassnahmen des Auslandes hingewiesen worden. Das ist nicht einfach ein leeres Wort, sondern man muss ganz konkret daran erinnern, was Italien vor zwei Jahren wirklich getan hat Italien hat Drohungen ausgestossen, hat die Schweiz aufgrund des Niederlassungsvertrages, den wir mit Italien abgeschlossen haben, unter Druck gesetzt und hat erreicht, dass eine ganze Reihe von Verfahren bei Immobiliengesellschaften im Engadin nicht ordnungsgemäss abgewickelt werden konnten. Man musste hier einen Vergleich schliessen, der nicht gesetzeskonform war. Solche Druckversuche könnten sich natürlich in der Folge wiederholen. Damit wäre die Schweiz erpressbar, und dieses Gesetz hier hätte eigentlich in diesem Punkt keine Gültigkeit.

Es ist auch den Auslandschweizern nicht gedient, wenn wir sie hier privilegieren; denn wenn von seiten eines ausländischen Staates tatsächlich Druck ausgeübt werden sollte, könnte sich das in diesen Staaten genau gegen die Schweizer auswirken, die sich dort aufhalten. Italien hat damals auch damit gedroht, den Schweizern gegenüber Einschränkungen in bezug auf den freien Erwerb von Grundeigentum einzuführen. Ich glaube, es wäre selbst für die Auslandschweizer ein Danaergeschenk, um nicht zu sagen ein Bumerang, wenn man diese Privilegierung aufrechterhielte.

Mit der Lösung von Bundesrat und Ständerat fahren auch die Auslandschweizer recht gut, denn ein sehr grosser Teil der Auslandschweizer kann ein Domizil von mehr als fünf Jahren Dauer in der Schweiz nachweisen, und diese haben keine Schwierigkeiten. Im übrigen kann jeder Auslandschweizer, der es wirklich will, in die Schweiz kommen und hier ein Domizil beziehen. Dann kann er nach kurzer Zeit ohne Bewilligung Grundeigentum erwerben.

Aus allen diesen Gründen bitte ich Sie, dem Antrag der Minderheit - Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates und zum Beschluss des Ständerates - stattzugeben.

Grendelmeier Verena (U, ZH): Unsere Fraktion steht wahrscheinlich nicht im Geruch, fremdenfeindlich zu sein oder etwas gegen Ausländer zu haben, die bei uns Land erwerben wollen. Trotzdem stimmen wir der Mehrheit zu, und zwar aus folgenden Gründen:

Es wurde mehrfach gesagt, es handle sich um ein Provisorium. Hoffen wir, dass es nicht wieder heissen muss: «Il n'y a que le provisoire qui dure», sondern dass es wirklich ein Provisorium ist. In dieser Übergangsphase scheint es uns vor allen Dingen politisch und psychologisch klug zu sein, wenn wir die Auslandschweizer, unsere vielbesungene Fünfte Schweiz, ein bisschen privilegiert behandeln, damit wir nicht in den Geruch kommen, sie plötzlich aus einer Laune heraus zu Schweizern zweiter Klasse zu degradieren. Das macht böses Blut und ist unnötig, denn wir werden innert kürzester Zeit zu einer echten Liberalisierung kommen; dann können wir auch über diesen Ausgleich zwischen Auslandschweizern und übrigen Personen im Ausland reden. Aber wir sollten nicht in einer Lex imperfecta, wie wir sie jetzt vor uns haben, Menschen böse machen,

die es nicht verdienen, Menschen, die irgendwo in Brasilien oder anderswo leben und nicht alle Feinheiten dieser Gesetzesvorlage kennen, sondern lediglich feststellen: Die behandeln uns schlecht. Das müssen wir nicht tun. Wir brauchen keine Menschen böse zu machen, die unsere Landsleute sind, und sie gleichzusetzen mit Menschen aus dem Ausland, die neu bei uns Land erwerben wollen.

Es besteht deswegen auch die Gefahr eines Referendums. Ich würde davon abraten, diese Vorlage, die eine erste «Lockerungsübung» ist, zu gefährden, nur weil wir dem Buchstaben des Gesetzes treuer folgen als der Grundidee, nämlich der Idee einer Lockerung als erster Schritt, wie schon bei der Lex Friedrich. Auch da handelten wir Sonderbestimmungen aus. Damals hatte niemand etwas dagegen.

Seien wir auch im internationalen Recht nicht päpstlicher als der Papst. Es gibt sehr viele Länder, die es auch nicht sind. Schaffen wir also nicht böses Blut, wo es nicht notwendig ist. Wichtig ist, dass der erste Schritt gemacht wird. Die definitive Abschaffung der Lex Friedrich erlaubt uns dann, radikaler zu sein

Ich bitte Sie, im jetzigen Zeitpunkt diesem Provisorium, der Mehrheit zuzustimmen.

Koller Arnold, Bundesrat: Ich begreife all jene, die aus psychologischen Gründen lieber am Rechtszustand der Lex Friedrich festhalten möchten. Es ist natürlich unangenehm, wenn wir bei einem Teil der Auslandschweizer – ich betone: bei einem Teil – sagen müssen, dass wir sie jetzt neu der Bewilligungspflicht unterstellen müssen. Dabei betone ich auch: Bewilligungspflicht. Das heisst ja nicht, dass sie künftig keine Ferienwohnungen erwerben können, sondern das heisst nur, dass auch sie um eine Bewilligung nachsuchen müssen.

Bei der Liberalisierung, die wir mit diesem Gesetz vorsehen, ist zudem die Chance, eine Bewilligung zu erhalten, viel grösser. Es ist in der Tat eine ungewollte, aber unbedingt notwendige Folge des Wechsels vom Nationalitäts- zum Wohnsitzprinzip, wenn wir solches von einem Teil der Auslandschweizer verlangen. Alle Redner und Rednerinnen waren sich vollständig darin einig: Wenn Sie an Ihrer Fassung festhalten, läuft dies wieder auf eine klare Verletzung unserer Niederlassungsverträge mit praktisch allen westeuropäischen Staaten hinaus.

Da müssen Sie sich doch letztlich fragen: Welche Lösung dient denn den Auslandschweizern besser? Glauben Sie wirklich, dass eine Lösung unseren Auslandschweizern besser dient, die beim ersten Anwendungsfall mit fast an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit Retorsionen unserer Vertragsstaaten hervorrufen wird? Das sind keine absonderlichen Prophetien, sondern wir haben Erfahrung. Nicht nur Italien hat Retorsionen in Aussicht gestellt, so dass wir den Italienern eine Lösung gewähren mussten, die mit der Lex Friedrich im Grunde genommen gar nicht vereinbar war. Auch Österreich hat den entsprechenden Niederlassungsvertrag ausgesetzt. Die europäischen Staaten sind auf solche Diskriminierungen von Inländern gegenüber Ausländern heute tatsächlich sensibilisiert, so dass mit grösster Wahrscheinlichkeit mit Retorsionsmassnahmen zu rechnen ist. Diese würden sich aber gerade gegen unsere Auslandschweizer in ihrem Aufenthaltsstaat richten, denn das ist eigentlich der einzig mögliche Ansatzpunkt für Retorsionsmassnahmen: Man lässt Schweizern und vor allem Auslandschweizern nicht mehr den gleichen Zutritt zum Grundstückmarkt im Ausland, analog der schweizerischen Schlechterstellung von Ausländern.

Das ist keine Lösung mit Zukunft. Jene, die sagen, es sei bloss eine Übergangslösung, machen es sich auch zu leicht. Ich habe immer gesagt, dass die Realisierung der zweiten Phase der Liberalisierung der Lex Friedrich bedeutend schwieriger sein wird. Weiter hat die Abstimmung im Ständerat ganz klar gezeigt, dass der Ständerat – wie der Bundesrat – keine völkerrechtswidrige Lex Friedrich will; er hat sich mit 27 zu 4 Stimmen dagegen ausgesprochen.

Und schliesslich möchte ich einen Appell an unsere Leute aus der Romandie und aus dem Tessin richten. Sie haben uns letzte Woche mit zum Teil leidenschaftlichen Worten beschworen, die Liberalisierung der Lex Friedrich schnell zu realisieren, was ich auch wirklich verstanden habe. Wenn Sie nun erneut

an Ihrem Beschluss festhalten, ist die Verabschiedung der revidierten Lex Friedrich in dieser Session schwer gefährdet. Was bedeutet das?

Das bedeutet, dass Sie auch das ganze nächste Jahr mit der alten Lex Friedrich arbeiten müssen. Damit verzichten Sie auf die gerade von Ihnen als dringend notwendig bezeichnete Liberalisierung der Lex Friedrich im nächsten Jahr. Das wäre eindeutig ein widersprüchliches Verhalten.

Ich kann auch klar sagen, dass wir uns in der zweiten Phase der Gesetzesrevision bemühen werden, die Probleme im Hinblick auf die Auslandschweizer einwandfrei und ohne jegliche Diskriminierung zu lösen. Aber das jetzt vorweg realisieren zu wollen und damit einen Widerspruch mit all unseren Niederlassungsverträgen in Kauf zu nehmen, das wäre meines Erachtens eine sehr schlechte Politik, auf die sich – das wage ich Ihnen nach dem Abstimmungsresultat von 27 zu 4 Stimmen vorauszusagen – der Ständerat in dieser Session nicht mehr einlassen wird. Wir werden also mit der alten Lex Friedrich ins neue Jahr gehen, und dann habe ich Verständnis, wenn alle Leute im Wallis, im Tessin und Graubünden sagen, einer solchen Politik könnten sie nicht zustimmen. Das wäre wirklich eine unvernünftige Majorisierung der Tourismuskantone.

Aus all diesen Gründen möchte ich Sie dringend bitten, dem Minderheitsantrag und damit Bundesrat und Ständerat zuzustimmen.

Abstimmung – Vote Für den Antrag der Minderheit Für den Antrag der Mehrheit

78 Stimmen 67 Stimmen

An den Ständerat - Au Conseil des Etats

Sammeltitel - Titre collectif

Totalrevision der Bundesverfassung Révision totale de la Constitution fédérale

93.3218

Motion des Ständerates (Meier Josi) Totalrevision der Bundesverfassung Motion du Conseil des Etats (Meier Josi) Révision totale de la Constitution fédérale

Wortlaut der Motion vom 16. Dezember 1993

Der Bundesrat habe die seit Jahren hängige Totalrevision der Bundesverfassung so in die Wege zu leiten, dass auf das 150-Jahr-Jubiläum des Bundesstaates 1998 eine entsprechende Vorlage in der Bundesversammlung verabschiedet werden kann.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali

# Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland. Bundesgesetz. Änderung Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Loi fédérale. Modification

In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung

Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale

Jahr 1994

Année Anno

Band III

Volume Volume

Session Herbstsession

Session Session d'automne
Sessione Sessione autunnale

Rat Nationalrat

Conseil national

Consiglio nazionale

Sitzung 11

Séance Seduta

Geschäftsnummer 94.032

Numéro d'objet

Numero dell'oggetto

Datum 03.10.1994 - 14:30

Date

Data

Seite 1640-1644

Page

Pagina

Ref. No 20 024 483

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.